



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO,

Irina Bokova,

**à l'occasion de la Conférence Internationale « Europe – Amérique latine et
Caraïbes : regards croisés sur l'enjeu climatique, du local au global »**

Paris, le 4 juin 2015

Monsieur Christian Cambon, Secrétaire du Sénat,

Mme Benita Ferrero-Waldner, Présidente de la Fondation Union Européenne –
Amérique Latine et Caraïbes

Monsieur Michel Blanquer, Président de l'Institut des Amériques,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, merci d'avoir exprimé le soutien du sénat à l'action de l'UNESCO
contre la destruction du patrimoine en Irak et Syrie. Cela nous montre que les
enjeux aujourd'hui sont globaux et que les réponses le sont aussi.

Plus qu'un honneur, c'est un plaisir de m'exprimer au nom de l'UNESCO sur ce
sujet central de l'enjeu climatique, et les regards croisés de l'Europe, de l'Amérique
latine et des Caraïbes.

Cette année, la communauté internationale a l'opportunité – mais aussi l'obligation
– de réussir deux rendez-vous importants :

La Conférence des Nations Unies Paris Climat 2015, à la fin de l'année, qui doit
permettre de conclure un accord mondial sur le changement climatique.

A l'automne, les Nations Unies vont adopter un nouveau programme pour le
développement durable post 2015.

Les arbitrages et les engagements décidés en 2015 vont déterminer les politiques de développement pour les prochaines décennies.

Nous savons d'ores et déjà que le développement durable ne pourra pas se faire uniquement par le développement de l'« économie verte » – il faut viser plus profondément l'émergence de « sociétés vertes », où le développement durable s'ancre dans des comportements, par l'éducation, la culture, le partage des savoirs et c'est précisément le mandat de l'UNESCO.

C'est pourquoi nous avons lancé un programme mondial d'éducation au développement durable, discuté lors de la Conférence d'Aïchi Nagoya en 2014.

C'est pourquoi aussi l'UNESCO se mobilise pour renforcer la coopération scientifique entre les Etats, car la révolution climatique passe par une révolution de la connaissance.

Nous avons de nombreux outils pour cela.

Les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO sont des observatoires du dérèglement climatique et je pense en particulier aux sites naturels, insulaires et marins – l'Amazonie centrale, les îles Galapagos, le Parc National de Coiba...

Les réserves de la biosphère – plus de 630 réparties dans près de 120 pays, dont 120 sites en Amérique Latine – sont des laboratoires vivants de développement durable et de coopération, par exemple les réserves transfrontalières comme Trifinio entre le Honduras, le Guatemala et le Salvador.

À travers le Programme hydrologique international, le Programme de géosciences, le travail de la Commission océanographique intergouvernementale, l'UNESCO met à disposition des données scientifiques de premier ordre sur les cycles de l'Océan, l'acidification des mers, mais aussi les savoirs autochtones, qui peuvent aider à mieux gérer les ressources, prévenir les risques.

Reste à faire en sorte que les scientifiques et les politiques se parlent et se comprennent.

C'est pourquoi le Secrétaire général de l'ONU a créé le Conseil consultatif scientifique piloté par l'UNESCO, qui vient de se réunir en Malaisie, pour renforcer l'interface entre science et politique.

Le dérèglement climatique n'est pas d'abord un enjeu scientifique ou technique. C'est un défi social et humain.

C'est une question éthique de lutte contre la pauvreté, de gestion des migrations.

C'est une question qui touche à la place des jeunes dans la société, à l'égalité des genres dans l'accès aux ressources.

C'est un domaine où par définition, les solutions doivent être définies en amont, au niveau politique, par des mesures maîtrisées et des choix assumés par les Etats eux-mêmes.

C'est un domaine aussi où, par définition, aucun état ne peut agir seul.

L'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes ont un rôle historique considérable dans l'émergence de cette conscience planétaire.

Ce sont les échanges entre ces deux régions du monde qui ont lancé, depuis 6 siècles, un gigantesque mouvement de mondialisation et de dialogue des cultures.

Aujourd'hui le partage des expériences entre ces deux régions peut contribuer à enrichir « l'Agenda des solutions » de la conférence COP21 – et il est très important d'entendre les témoins directs qui vivent les effets du changement climatique sur le terrain, qu'ils soient pêcheurs, agriculteurs ou scientifiques car une des failles du discours actuel est de parler de chiffres globaux, de tendances planétaires, qui restent abstraites pour la plupart des citoyens qui se sentent peu concernés.

L'UNESCO est totalement mobilisée, en étroite coopération avec la France, dans les préparatifs de la Cop 21, nous venons d'accueillir le *Bussiness Climate Summit* pour mobiliser le Secteur privé, en présence du Président François Hollande et plus de 2000 chefs d'entreprise.

Nous accueillons la grande conférence scientifique internationale préparatoire à la COP 21 au mois de Juillet.

C'est un domaine qui nous confronte à nos propres limites – limites de nos moyens, limites de notre planète. Et notre réponse, c'est de tirer le meilleur parti de notre ressource illimitée et renouvelable par excellence : l'intelligence, l'innovation, la diversité, la créativité.

Cette ressource se développe uniquement si on la partage, et cette conférence d'aujourd'hui est une belle façon de le faire.

Je vous remercie.

Je vous souhaite un bon colloque et une bonne journée de travail